

Le budget 2021/2022 de l'Etat du Koweït

Le projet de budget du Koweït présenté par le ministre des finances sortant Khalifa Hamade pour l'année fiscale du 1er avril 2021 au 31 mars 2022 est sévèrement impacté par la baisse des cours du pétrole, les recettes liées aux hydrocarbures représentant 84% des recettes totales. Sont prévues des recettes de 36 Md\$, soit 31% du PIB, en hausse de 45,6% par rapport au budget de l'année précédente. Les dépenses publiques ne diminuent pas et sont même en légère augmentation : elles s'élèveront à 76 Md\$, soit 65% du PIB. Pour la 8ème année de suite, le gouvernement koweïtien présente donc un budget en déficit. Le déficit prévisionnel s'établirait à 40 Md\$, soit 34% du PIB, à l'issue de l'année fiscale 2021/2022, en baisse de 14% par rapport à l'année précédente. Le projet de budget a été conçu sur la base d'un prix moyen du pétrole brut koweïtien de 45 USD/baril et d'une production pétrolière de 2,4 millions de barils par jour. Il sera présenté au Parlement pour adoption début mars 2021.

Un budget déficitaire qui ne prévoit toujours pas de réduction de ses dépenses

La grande nouveauté de ce budget annuel est l'absence de transfert obligatoire de 10% des revenus étatiques au Future Generations Fund (FGF, fonds souverain koweïtien) grâce à une nouvelle loi votée le 19 août 2020 qui conditionne ce transfert à une situation d'excédent budgétaire.

Les prévisions budgétaires pour l'année fiscale 2021/2022 se fondent sur **l'hypothèse d'un baril de brut koweïtien¹ à 45\$,** 15\$ plus élevé que dans le budget de l'année dernière grâce à l'augmentation des prix du pétrole après leur chute en 2020. Comme à son habitude, le gouvernement fait une estimation prudente, le prix du baril de Brent se situant aujourd'hui autour des 55\$. Le budget se base sur **une production pétrolière de 2,4 millions de baril par jour** (contre 2,5 mb/j en 2020/2021) et sur un prix du baril permettant d'assurer l'équilibre budgétaire à 90\$.

Les recettes budgétaires sont estimées à 10,9 Md KWD (36 Md\$), soit 31% du PIB, en hausse de 45,6% par rapport aux 7,5 Md KWD (25 Md\$) de l'année budgétaire 2010/2021. Les recettes liées aux **hydrocarbures** s'élèveraient à 9,13 Md KWD (30 Md\$ soit 26% du PIB), en hausse de 62,2% sur un an, et constitueraient **84% des recettes totales**. Les revenus « hors hydrocarbures » (principalement issues de ventes de biens et services, de taxes sur les transactions internationales et d'impôt sur le profit des entreprises) s'établiraient à 1,8 Md KWD (6 Md\$). Les prévisions de recettes sont affectées par un cours du baril de pétrole faible mais surtout par un niveau de production considérablement réduit. Il est actuellement plafonné à 2,3 millions de barils par jour en raison des accords OPEP+, alors même que le Koweït est en capacité d'en produire 3,1 millions. Cet accord qui réduit de 26% la capacité de production du pays est valable jusque février 2021 au moins.

Les dépenses publiques s'élèveront à 23 Md KWD (76 Md\$), soit 65% du PIB, en augmentation de 7% par rapport à l'année passée. Elles se répartissent de la façon suivante :

- **Salaires et émoluments (55% des dépenses)** : 12,59 MdKWD (42 Md\$), en hausse de 4,2% sur un an.

¹ Le pétrole koweïtien, compte tenu de ses caractéristiques (degré de viscosité élevé), se négocie à un prix moins élevé que le baril de Brent, avec un rabais de l'ordre de 5\$.

Cela prend notamment en compte les salaires des agents des ministères et des autorités publiques (27 Md\$), une contribution au fonds de pension koweïtien (7 Md\$) et la compensation aux salariés koweïtiens du secteur privé (objectif de koweïtisation des emplois ; 2 Md\$).

➤ **Subventions (17%)** : 3,92 MdKWD (13 M\$), en hausse de 9,4% sur un an.

Les principaux secteurs d'activités bénéficiant des subventions sont l'énergie (42,6% du total), l'éducation (20,3%), l'aide sociale (16,1%) et le logement (8,8%).

Au total, **salaires et subventions représentent 71,8% du budget** prévisionnel 2021/2022, en légère hausse par rapport au budget précédent (71,3%).

➤ **Dépenses d'investissements** : 3,47 MdKWD (12 Md\$), en hausse de 20% sur un an, représentant **15% du budget**. L'investissement prévu le plus important est de loin l'expansion de l'aéroport avec 1,2 Md\$. Viennent ensuite le camp militaire Salem Al-Ali (286 M\$), la nouvelle maternité (244 M\$) et le nouveau bâtiment de justice (180 M\$).

➤ **Autres dépenses** (12%) : 2,77 MdKWD (9 Md\$), en hausse de 6% sur un an. Il s'agit de dépenses relatives aux prestations sociales, missions officielles, indemnités et dédommagements.

Pour la 8^{ème} année de suite, le gouvernement koweïtien présente un budget en **déficit**. Le déficit prévisionnel s'établirait à **12,1 Md KWD (40 Md\$), soit 34% du PIB**, à l'issue de l'année fiscale 2021/2022, en **baisse de 13,8%** par rapport au déficit attendu pour 2020/2021. A cause des aléas de la pandémie Covid-19 et de ses conséquences économiques, il n'est pas sûr que le déficit exécuté soit moindre qu'annoncé, ce qui a lieu habituellement en raison des prévisions particulièrement conservatrices des autorités koweïtiennes, notamment en ce qui concerne le prix du pétrole.

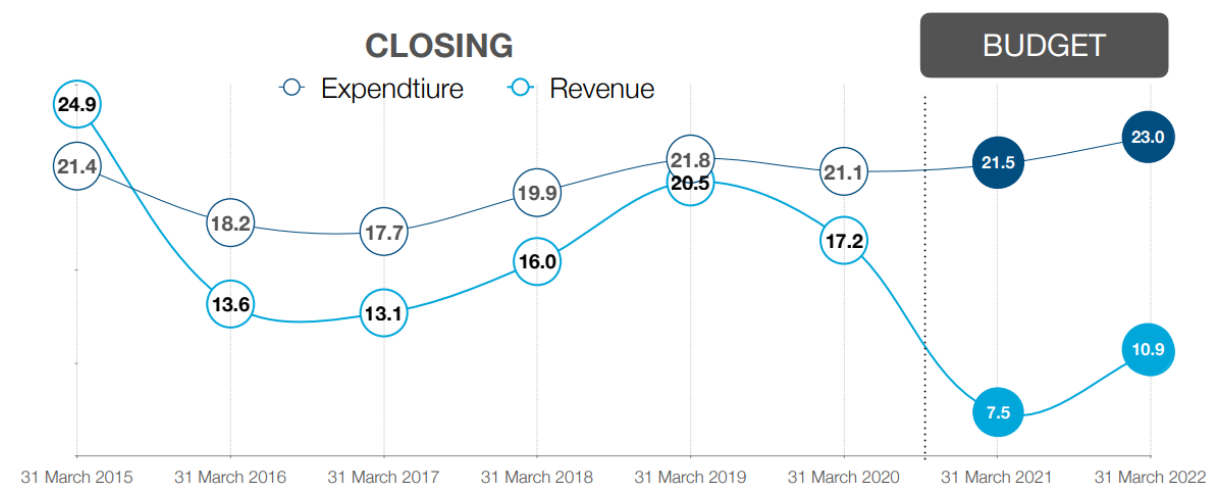
Le gouvernement dans l'impasse financière

Avec ce nouveau budget, **le gouvernement ne propose toujours pas de solution concrète pour financer son déficit chronique**. Aucune mesure de rationalisation des dépenses publiques n'est prise : au contraire, il est prévu une **augmentation des salaires de 4% et des subventions de 9%** pour 2021/2022. Les **dépenses d'investissements** augmentent également (15% des dépenses totales) mais restent insuffisantes pour financer la diversification de l'économie koweïtienne. En outre, l'introduction de nouvelles mesures fiscales (**TVA à 5%**, **droits d'accise** sur le tabac et les boissons énergisantes) n'est pas possible, le Parlement koweïtien n'ayant pas ratifié le cadre légal régional associé.

Pour financer ce déficit, le gouvernement n'est plus en mesure d'émettre de la dette, en l'absence de base légale, mais s'appuie sur le Fonds de réserve générale (FRG) dont les liquidités disponibles ne cessent de diminuer. Grâce à des opérations comptables, le FRG a réussi à générer des liquidités jusque-là, mais cette situation intenable sur la durée présente un risque financier croissant remarqué par les différentes agences de notation. Ainsi, Moody's a dégradé la note souveraine du Koweït de Aa2 à A1 en septembre 2020 à cause de la raréfaction des liquidités disponibles du gouvernement et d'une évaluation à la baisse des institutions koweïtiennes et du processus de gouvernance nationale. S&P a assorti la notation AA- du Koweït d'une perspective négative pour des raisons similaires.

Annexes

Evolution des finances publiques depuis 2015 (en Md KWD)



Source : Ministère des Finances

Tableau comparatif du budget koweïtien pour les années fiscales 2017/2018 à 2021/2022

Montants en Md KWD	2017/2018 (exécuté)	2018/2019 (exécuté)	2019/2020 (exécuté)	2020/2021 (estimation)	2021/2022 (estimation)	Evolution y/y (%)
Recettes	16,00	20,56	17,22	7 502	10,93	45,7
Hydrocarbures	14,28	18,4	15,37	5,63	9,13	62,2
Hors hydrocarbures	1,72	2,1	1,86	1,88	1,8	3,8
Dépenses publiques	19,25	21,85	21,14	21,55	23,05	6,9
Subventions et allocations diverses	2,97	3,74	4,03	3,58	3,92	9,4
Salaires (fonction publique)	11,01	11,49	11,97	12,08	12,6	4,2
Dépenses d'investissement	3,22	3,74	2,63	2,89	3,47	20
Autres dépenses	2,04	2,53	2,51	2,61	2,77	6,1
Bilan avant transfert FGF	-3,25	-1,29	-3,92	-14,05	-12,12	13,8
FGF	1,60	2,06	1,72	0	0	0
Bilan après transfert FGF	-4,85	-3,35	-5,64	-14,05	-12,12	13,8

Source : Ministère des Finances